

Le journal de La Courneuve

regards

Quatre-Routes

Se mobiliser
pour mieux
vivre dans
son quartier.

P.4



N° 538 du jeudi 24 septembre au mercredi 7 octobre 2020

Rentrée des tout-petits



PÉPINIÈRE
Quand entreprise
rime avec
emploi local.

P.6

ALIMENTATION
Les associations
au front contre
la précarité.

P.10

SPORT
Le MMA,
tout un art,
pas la bagarre.

P.13

PORTRAIT
BooskaColombien,
un critique
rap reconnu.

P.16

lacourneuve.fr



Journées européennes du patrimoine



Léa Desjours



L. D.

On dé-friche !

Le vendredi 18 septembre, la Ville organisait une visite de l'ancienne usine de métallurgie Babcock et Wilcox, en partenariat avec l'Office de tourisme 93. L'occasion d'admirer et de connaître l'histoire de ces impressionnants bâtiments industriels.



L. D.

On dé-crypte !

Le samedi 19 septembre, les visiteur-euse-s ont pu mieux connaître l'église Saint-Lucien et sa crypte archéologique, à travers les explications d'Yvan Lafarge, archéologue spécialiste du haut Moyen Âge et de l'utilisation du plâtre.



Thierry Ardouin



T. A.



T. A.

On dé-peint !

Le samedi 19 septembre, dans le hall de l'hôtel de ville, le tableau de Boris Taslitzky *Les Délégués*, a été inauguré. Caroline Marnay, chargée de mission arts visuels/arts dans l'espace public, présentait l'œuvre.



Maison Marcel-Paul

L'air du large

Du dimanche 13 au dimanche 20 septembre, les seniors étaient de sortie à Ambleteuse dans le Pas-de-Calais. Le soleil était au beau fixe lors d'une excursion organisée par la Maison Marcel-Paul, qui leur a permis de respirer le grand air de la mer.



Silina Syan



S.S.

De nouveaux jardinier-ère-s

Le samedi 12 septembre, dans l'après-midi, avait lieu au jardin Carême-Prenant, en présence du maire, le tirage au sort de dix-sept parcelles libres du jardin partagé. Sus aux binettes et aux sarcloirs!

À MON AVIS



Léa Desjours

Gilles Poux,
maire

« Masqué n'est pas bâillonné! »



La situation sanitaire continue d'inquiéter.

C'est notre quotidien qui est impacté. Loisirs, écoles, vie professionnelle, transports, courses, santé... et parfois, c'est compliqué, notamment pour les habitant-e-s des villes populaires comme la nôtre.

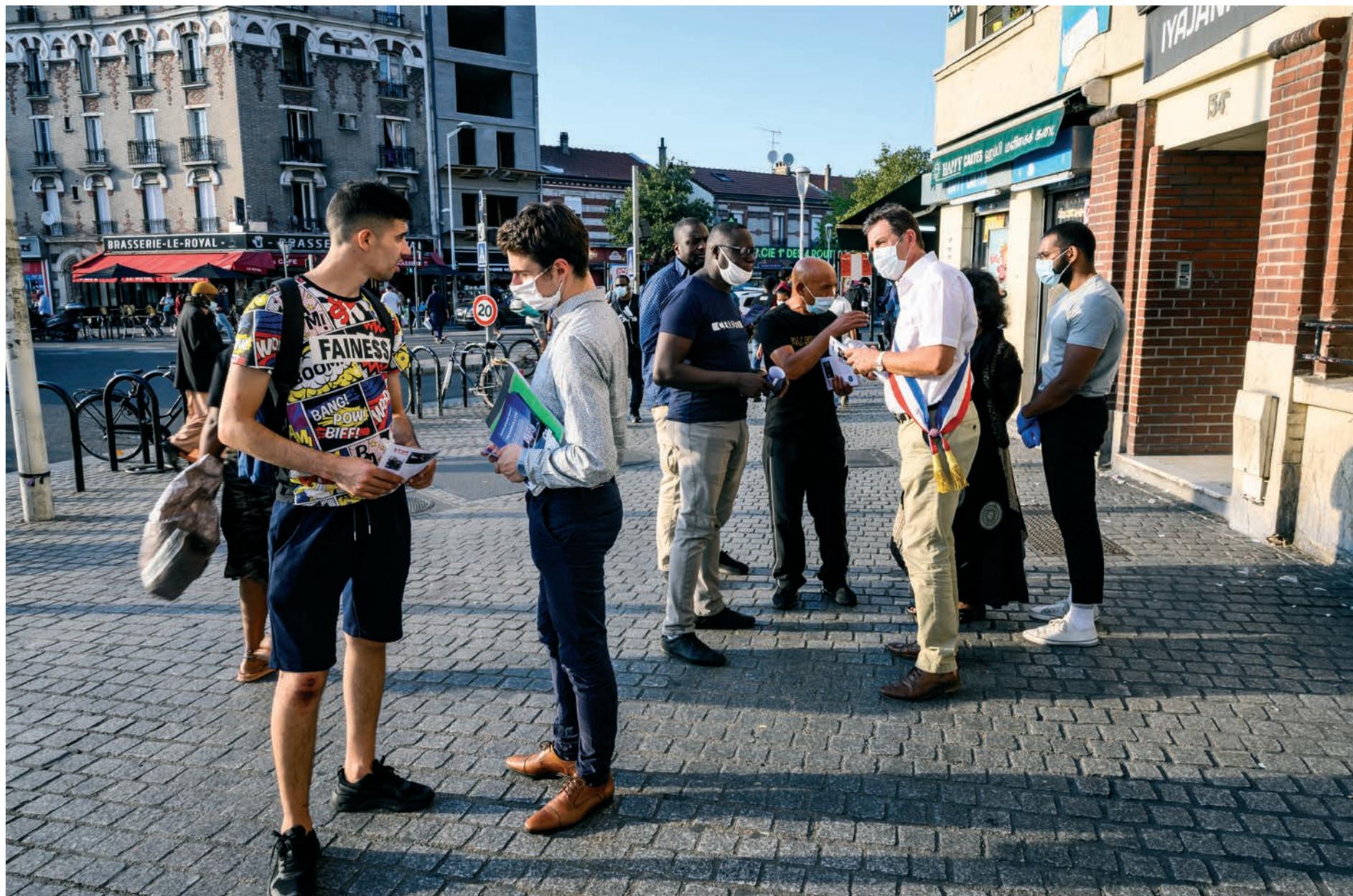
Les statistiques l'ont démontré, c'est en Seine-Saint-Denis – dans les villes populaires – que l'on a le plus souffert lors du confinement, et l'aiguinement de la crise économique que nous subissons vient encore aggraver les vies. Les demandes d'aides aux associations caritatives et aux services sociaux de la ville explosent. Heureusement que face à ces réalités, les valeurs de solidarité qui structurent notre ville et l'engagement du tissu associatif sont là. Je remercie d'ailleurs l'investissement des bénévoles et relaie l'appel à les rejoindre publié dans ce numéro.

Bien entendu, face à la présence de cette pandémie, il est nécessaire de respecter les gestes barrières et porter le masque est important. Mais comme je l'ai dit lors de la conférence de rentrée: masqué ne veut pas dire bâillonné! L'urgence sociale nous appelle à ne pas nous taire. "Déconfiner" la démocratie, c'est faire entendre nos aspirations, à vouloir les moyens pour vivre mieux. C'est agir pour obtenir nos droits.

« Nous savons qu'il faut faire plus et encore plus mais, comme vous pouvez le constater, la résignation n'a pas de place dans notre équipe. »

Des premières lignes ont bougé en faveur de nos écoles pour cette rentrée, dans la reconnaissance de l'engagement de notre Centre municipal de santé, pour obtenir plus de moyens humains pour la tranquillité dans le quartier des Quatre-Routes. Nous savons qu'il faut faire plus et encore plus mais, comme vous pouvez le constater, la résignation n'a pas de place dans notre équipe.

Nous allons continuer à agir pour nous opposer à tout ce qui fragilise la vie des Courneuvien-ne-s, notamment dans les projets gouvernementaux et du Medef (allocation chômage, retraite, ponctions sur les budgets communaux...). C'est particulièrement vrai pour le plan de relance que vient de proposer le gouvernement qui doit être d'avantage orienté vers la justice spatiale et sociale afin de développer des politiques municipales toujours plus ambitieuses au service du vivre mieux et de la bienveillance à La Courneuve. Jamais un masque n'empêchera votre voix de porter et de se faire entendre. Alors n'hésitez pas. »



Les élu-e-s Gilles Poux, Julien Bayard, Didier Broch, Corinne Cadays-Delhome, Mélanie Davaux, Danièle Dholandre, Oumarou Doucouré, Mehdi Hafsi, André Joachim, Éric Morisse, Amina Mouigni, Amine Saha, Sonia Tendron, Stéphane Troussel et Hocine Zillal ont distribué de nombreux tracts pour mobiliser les habitant-e-s.

Lutter contre les trafics

« Nous avons droit à la tranquillité »

Depuis un an et demi, des vendeurs à la sauvette de cigarettes sont présents aux Quatre-Routes. À la demande de la mairie, des effectifs supplémentaires de policier-ière-s ont été déployés dans le cadre du Quartier de reconquête républicaine. La municipalité se mobilise contre ce trafic et réinvestit le terrain.

Photos: Fabrice Gaboriau

Une quinzaine d'élue-s municipaux sont venus ce mercredi 16 septembre en fin d'après-midi place du 8-Mai-1945 pour sensibiliser les habitant-e-s et les commerçant-e-s par la distribution d'un tract intitulé « Nous avons droit à la tranquillité ». La municipalité a obtenu que trente nouveaux policier-ère-s soient dédiés à ce quartier.

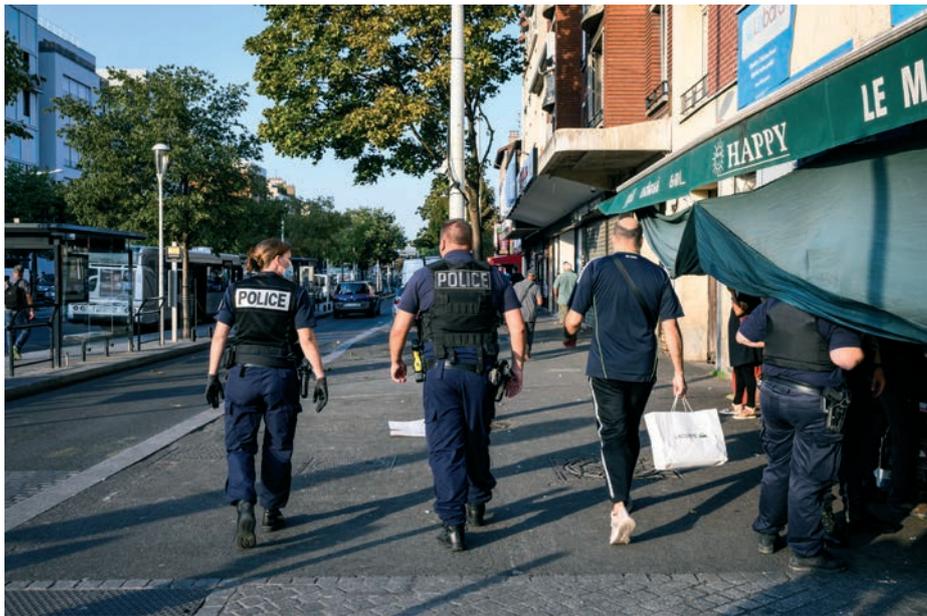
Une présence dissuasive

Le but : se réjouir du renforcement de la présence policière face aux vendeurs à la sauvette, mais aussi appe-

ler à se mobiliser pour retrouver un quartier apaisé. Des panneaux avaient été apposés par la municipalité pour appeler à lutter contre les trafics. De nombreuses incivilités accompagnent le commerce des vendeurs, lesquels prennent à partie les voyageur-euse-s et profitent souvent du flux pour commettre des vols à la tire. Monsieur Brankovic, gérant de la Brasserie des Quatre-Routes, témoigne : « C'est une *catas-trophe* : ce trafic éloigne la clientèle et dégrade le quartier. » Et de noter les fréquentes bagarres entre vendeurs. Autre conséquence : les consommateur-ric-e-s mettent leur santé en dan-

ger, les cigarettes étant très chargées en goudron et autres produits nocifs. Depuis le début, la Police nationale agit par sa présence dissuasive. Mais le commissariat manquait cruellement de moyens humains. D'abord déportés hors de la place, les vendeurs revenaient une fois la police partie. Le maire a alors interpellé l'État pour exiger des effectifs de police supplémentaires, ce qui a été permis il y a un an, dans le cadre d'un nouveau Quartier de reconquête républicaine (QRR) aux Quatre-Routes. La police dispose désormais de 30 nouveaux fonctionnaires dédiés à cette zone, dont 23 sur la voie publique.

Moins d'un an plus tard, cela leur a permis de mieux anticiper les mouvements des vendeurs. « *Le QRR permet plus d'effectifs sur un créneau horaire où le flux de voyageurs est important, assez large pour empêcher le retour des vendeurs* », explique Marie Danion, la commissaire de police. Résultat : le trafic a été réduit. « *Si la baisse n'est pas encore assez significative pour que les commerçants puissent revivre normalement, ils sont contents de voir de la présence constante.* » Ce que monsieur Brankovic confirme : « *Il y a moins de pressions car il y a plus de policiers.* » Marie Danion insiste sur « *l'importance*



30 nouveaux policier-ère-s, dont 23 sur la voie publique, ont été dédiés au quartier.

Un trafic bien rodé



Les cigarettes vendues à la sauvette place du 8-Mai-1945 ont voyagé ! Elles proviennent pour la plupart d'Afrique du Nord, mais également... d'Inde. Marie Danion, la commissaire de police, explique que « ces différentes filières, très segmentées, sont difficiles à remonter, ceux qui vendent sur le secteur n'ayant rien à voir

avec ceux qui importent ». Ce trafic est très « juteux », plus même que le trafic de stupéfiants, les réponses judiciaires étant sans commune mesure avec le bénéfice qui peut être récupéré. Vendues deux fois moins cher que chez le buraliste, ces cigarettes sont achetées par des consommateurs-rices dont le pouvoir d'achat est très bas. Ceci explique que ce trafic prenne place dans les quartiers populaires. Ainsi, le phénomène se développe de manière exponentielle en Seine-Saint-Denis. Les flux importants de la place du 8-Mai-1945, avec son tramway, son métro et sa gare routière, sont donc propices à cette expansion. Sandrine Chenuet, responsable du pôle Développement du territoire à la mairie, explique que « quand la porte de la Chapelle a été démantelée, les vendeurs sont remontés sur les périphériques ». L'organisation des vendeurs est bien rodée : ils restent entre deux et trois mois puis de nouvelles têtes apparaissent, ce qui rend difficile de les quantifier. Ils squattent pour certains dans des pavillons alentour, où ils s'entassent à dix ou quinze, louant parfois des lits à l'heure, avec des rotations. Le trafic : un choc des misères ? ● N. L.

dans ce progrès de l'action conjointe des différents partenaires ». Et de citer les « très précieux services de la mairie, et notamment les policiers municipaux qui apportent leur connaissance du terrain, de même que les médiateurs qui parlent certaines langues très utiles ».

Le champ éducatif doit être réinvesti

Mais on n'endiguera pas le phénomène tant qu'on ne réduira pas la demande. Or, du fait de la paupérisation liée à la crise sanitaire, les consommateurs-rices ont moins les moyens d'acheter

leurs cigarettes chez les buralistes. Selon Sandrine Chenuet, responsable du pôle développement du territoire à la mairie, « lutter contre ces trafics passe aussi par la façon dont on aménage l'espace public : le rond-point de la place du 8-Mai-1945, très concentré en transports, favorise la vente à la sauvette ». Le champ éducatif doit de même être réinvesti, avec davantage de prévention spécialisée en direction des jeunes. De leur côté, les associations essaient, y compris le soir, de prendre en charge des individus à la rue. Une solution durable viendra de la conjonction de ces différentes politiques. C'est

Seniors

Apprendre à se protéger

Du 5 au 11 octobre, le commissariat de police organise une action de prévention en direction des retraité-e-s et des personnes âgées dans le cadre de la Semaine bleue. Inscrivez-vous!

Le commissariat est à deux pas de la Maison Marcel-Paul. Un hasard ? La Police nationale propose aux seniors une formation du 5 au 11 octobre pour établir un dialogue mais aussi pour prévenir les agressions sur la voie publique. Le but : leur expliquer sur quatre jours les gestes permettant de se prémunir notamment contre les vols par effraction... et ne plus avoir peur d'appeler la police. Des règles de base, de bon sens viseront à mieux vivre et à acquérir plus de confiance. Ce sera aussi l'occasion de leur présenter le commissariat puisque la formation s'y déroulera. Ce premier module vise à réunir entre 8 et 10 personnes (crise sanitaire oblige), dans l'optique de développer ensuite ces séances hors de la Semaine bleue. Il sera animé par un fonctionnaire spécialisé dans la sécurité préventive et par un responsable des enquêtes administratives. Le dernier jour, une démonstration pourra être proposée sur la voie publique. On y expliquera comment déambuler, pourquoi il est déconseillé de sortir son téléphone quand on sort du métro, etc. Pour vous inscrire, téléphonez au 01 43 11 77 80. ● N. L.

135 €

c'est le montant de la contravention encourue en cas d'achat de cigarettes aux vendeurs à la sauvette.

le sens de la présence de Gilles Poux et des élu-e-s lors de la distribution du 16 septembre. Le maire, qui a permis l'arrivée de nouveaux effectifs de police, se félicite du succès de la mobilisation. Il veut convaincre que « les problématiques rencontrées ne sont pas que des problématiques de sécurité pure, mais aussi des questions sociales avec des personnes qui s'alcoolisent, qui dorment dans la rue, qui viennent des économies parallèles ».

Cela implique selon lui « un travail de conviction pour que ce lieu reprenne son usage sans avoir la peur au ventre ». ● Nicolas Liébault

Covid-19

De nouvelles mesures



À l'instar de cinquante-deux autres départements, la Seine-Saint-Denis a été classée en zone rouge Covid-19. Jeudi 17 septembre, lors d'une conférence de presse, Olivier Véran, le ministre de la Santé, a annoncé de nouvelles mesures de restriction.

Le ministre de la Santé a précisé tout d'abord que vingt centres de prélèvement, réservés aux personnes prioritaires, allaient ouvrir en Île-de-France. Il a rappelé à cet égard qu'un test de dépistage est préconisé si l'on présente des symptômes ou si l'on a été en contact avec une personne atteinte du Covid-19. Par ailleurs, la période d'isolement nécessaire pour éviter toute contamination passe de quatorze à sept jours (après les symptômes, après un test positif ou après un contact avec un malade). Dans ce cas précis, le test est à réaliser sept jours après le dernier contact avec la personne atteinte du Covid.

Ensuite, un enfant peut ne pas aller à l'école s'il est malade (rhume, nez qui coule, mal de gorge...), jusqu'aux résultats d'un test éventuel, s'il a été en contact avec une personne malade, s'il est un cas confirmé au Covid-19 ou si un membre de sa famille l'est. Les parents peuvent alors bénéficier d'un congé enfant malade ou d'une activité partielle. Enfin, pour empêcher que le virus soit transmis des adultes vers les enfants, et à l'inverse de ce qui se pratiquait jusqu'alors, le ministre a demandé que le masque soit obligatoirement porté par les adultes à l'école maternelle et en crèche. Ainsi, un enfant testé positif en maternelle ou en crèche n'entraînera pas le confinement de tous ses camarades. ● N. L.

➕ PLUS D'INFOS : www.lacourneuve.fr

Pour se faire dépister près de chez soi : <https://sante.fr/recherche/trouver/DepistageCovid>

Pépinière d'entreprises

La collaboration, ça se cultive

La pépinière gérée par La Miel et située aux 4 000 Sud est une véritable ruche où des entrepreneurs collaborent dans une logique de circuit court, tout en embauchant des salarié-e-s issus de Seine-Saint-Denis et de La Courneuve.

Photos : Léa Desjours



Une pépinière au cœur des 4000 Sud.

La discrétion peut faire des miracles. La pépinière située au pied du mail de Fontenay répond à cet adage. Romain Jullien explique que la pépinière qu'il dirige attire de plus en plus d'entreprises, au point d'être complète avec 31 sociétés, le but étant qu'elles se développent pour voler de leurs propres ailes. Le directeur note qu'une dizaine de sociétés se sont installées en un an. Il constate une évolution dans le type d'entreprises : « De plus en plus de

projets concernant le développement durable. Ainsi, Fin de déchets recycle des déchets issus de tournages ; Vgain commercialise des compléments bio et vegan pour sportifs ; Parisfrip développe de la friperie nouvelle génération. » Le circuit court est au cœur du fonctionnement de la pépinière : « 50 % des prestataires sont déjà ici : transport, menuiserie, vidéo, marketing, service de paye, etc. » La pépinière offre de nouveaux services. « Outre l'accompagnement, la collaboration s'est renfor-

cée avec treize nouveaux ateliers où une société évoque ses problématiques, les autres répondant par des conseils et des contacts », se félicite Romain Jullien. Une bourse d'échanges a aussi été créée, une start-up s'engageant à fournir un service en échange d'un autre. « On incite à ce que la réussite de certains pousse les autres vers le haut », résume-t-il.

Les start-up embauchent davantage de personnels locaux. Les chiffres sont parlants : parmi les quatre-vingt-dix salarié-e-s présents à la pépinière, une vingtaine sont courneuviens. Moudou Saadi, élu à la reconquête de l'emploi, s'investit au quotidien et s'emploie à « rencontrer les entreprises pour qu'elles recrutent ici ». « Avec le service Jeunesse, nous proposons des candidats et discutons avec les gérants pour qu'ils les appellent », précise-t-il. La pépinière lui envoie en retour toutes les offres. Ces démarches s'inscrivent dans l'objectif de la mairie : moins 1 000 chômeurs d'ici 2024. » ● Nicolas Liébault

La pépinière d'entreprises : Centre commercial La Tour.
Tél. : 01 43 11 09 10.
Mail : www.pepiniere-la-courneuve.com

LA PÉPINIÈRE FACE AU COVID-19

Romain Jullien ne constate pas de défaillance à court terme d'entreprise due à l'épidémie. « Pour un quart de nos sociétés, la situation a été favorable, notamment celles de vente en ligne ; pour la moitié d'entre elles, l'activité a repris à l'identique ; pour un dernier quart en revanche, cela demeure difficile, en particulier dans l'événementiel », précise le directeur. Un tiers des entreprises ont à cet égard bénéficié du prêt Résilience (voir page 14) proposé via la plateforme Initiative Plaine Commune. Beaucoup ont aussi recouru au chômage partiel, au Fonds de solidarité et au prêt à taux zéro. Un accompagnement nommé «Après demain» a aussi été offert par Angels, un club d'anciens entrepreneurs et cadres dirigeants. »

REBONDISSEZ !

Sur la base de 200 entretiens téléphoniques avec les entrepreneurs du territoire de Plaine Commune pendant le confinement, La Miel a établi le programme Rebondir, visant à accompagner les TPE du territoire dans leur sortie de crise. Pour en savoir plus : 01 48 09 53 08.

300

c'est, depuis son inauguration, le nombre d'entreprises/de start-up de la pépinière avec un taux de pérennité moyen à trois ans de 85 %.

300 000 euros

c'est le chiffre d'affaires moyen des 31 entreprises présentes dans la pépinière.

BHA Express : une entreprise 100% courneuvienne

D'abord installée dans le quartier de l'hôtel de ville, BHA Express existe depuis cinq ans et « marche très bien », se félicite Madi Niakaté, son gérant. Transportant palettes, colis et autres objets, son terrain de jeu est l'Île-de-France. Depuis deux ans, la société loge dans un atelier au rez-de-chaussée de la pépinière, ce qui facilite la logistique par l'arrière-cour. Cent pour cent courneuvienne, la société l'est car, outre le lieu d'implantation, les huit salarié-e-s sont majoritairement des gens du coin. « Moi-même j'habite ici depuis trente-trois ans et je trouvais qu'il était important de recru-

ter dans la ville », explique le gérant. Mais l'intérêt bien compris est aussi de mise : « Le fait de déjà connaître les salariés rend les choses plus faciles. Quand des Courneuviens demandent s'il y a de la place, et que c'est le cas, nous regardons s'ils sont motivés et, s'ils ont une compétence dans le transport, nous disons oui. » Motivation, accompagnement, infrastructures : la pépinière apporte tout cela et fournit un socle solide à BHA Express qui se rêve devenir une grande société. ● N. L.
Tél. : 06 62 62 58 04 - 06 27 94 18 93 ;
Mail : bhaexpress@hotmail.com



Madi Niakaté, devant ses locaux.

Madame la Présidente : femmes et banlieue à l'honneur



Meriem Khali-Malone et ses employées.

La société Madame la Présidente a été créée par Meriem Khali-Malone en 2017 « pour simplifier la routine capillaire de toutes les femmes », explique-t-elle. « On a développé un laboratoire de produits naturels made in France : complément alimentaire, parfum pour les cheveux, thé détox bio pour femmes enceintes... » Comptant quatre salariées et bientôt une cinquième, ses deux axes sont de recruter des femmes, mais aussi des personnes issues de Seine-Saint-Denis et de La Courneuve. Meriem Khali-Malone, elle-même courneuvienne, raconte que, lorsqu'elle recherchait un emploi, « des murs se sont dressés parce que j'étais issue du 93 ». Ainsi, elle veille

à ce que personne ne se sente exclu du fait de son lieu de vie. Être de banlieue populaire peut constituer un atout : « Beaucoup de personnes d'ici sont très talentueuses car les jeunes qui grandissent dans des zones pas forcément faciles développent de la créativité. » Pour embaucher, la société peut s'appuyer sur le réseau de partenaires de la pépinière, dont les associations et la mairie. Le projet de Madame la Présidente ? « Être leader sur le marché français de la cosmétique capillaire et embaucher des dizaines de Courneuviens ! » ● N. L. Tél. : 06 52 76 22 28 ; courriel : m.malone@madamelapresidente.fr ; site web : https://madamelapresidente.fr/

Studio Ama : entre la Seine-Saint-Denis et l'Afrique



Youri Asantcheeff, Azel Aït-Monktar et leur stagiaire.

C'est une nouvelle start-up que la société Studio Ama. Créée en 2018, elle n'est en activité que depuis le 10 octobre dernier. Studio de design développant la marque IBKKI, l'entreprise a été fondée par Youri Asantcheeff et Azel Aït-Monktar sur l'idée de se déplacer lors de longues résidences chez des artisans d'Afrique du Nord et de l'Ouest, et de travailler avec eux pour concevoir des objets. De cette démarche ont déjà germé deux collections de céramique, dont les objets sont écoulés via le site Internet et des boutiques. L'implantation dans la commune allait de soi. « Je suis de La Courneuve et j'y ai toujours vécu, explique Azel Aït-

Monktar. C'est rassurant d'être dans un cocon auquel on est attaché. Le territoire véhicule des valeurs qui nous sont chères. Pour moi, c'est aussi redonner au territoire ce qu'il nous a apporté, redistribuer à d'autres gens qui viennent d'un même background pour qu'ils avancent à leur tour. » La société est encore petite avec les deux fondateurs et une stagiaire qui va bientôt passer en alternance, mais « on voit pour un second alternant, recruté par tous les canaux possibles, surtout via Internet ». L'avenir ? « On aimerait grandir, mais sans trop se projeter, en évoluant vers des locaux plus grands. » ● N. L. Tél. : 06 35 32 19 46 ; mail : studioama.paris@gmail.com ; site web : https://www.ibkki.com/

Innovation

Des événements écoresponsables avec la start-up Picnic

Installée dans le parc d'activités des Six-Routes depuis le début de l'année, l'entreprise propose des kiosques et des pop-up stores* fabriqués en Île-de-France et autonomes en énergies renouvelables.

On connaissait les conteneurs transformés en logements, bureaux ou boutiques. Avec la start-up Picnic, lancée en 2018 par trois amis d'enfance, on découvre un nouveau type de constructions modulaires, plus pratiques, économiques et écologiques. Pas besoin de montage et de démontage, de transport en véhicule lourd et de raccordement électrique pour ses kiosques et pop-up stores, qui sont instantanément déployables, dotés d'un châssis routier et d'une centrale énergétique (panneaux photovoltaïques, éolienne et piles à combustible).

« On s'inscrit vraiment dans une démarche écoresponsable, puisque nos architectures sont aussi fabriquées en circuit court en Île-de-France, avec

du métal recyclé et recyclable, et des bois certifiés », explique Raphaël Brochard, le président et cofondateur de l'entreprise.

Restaurateurs, agences de communication, opérateurs de transport, entités publiques, promoteurs immobiliers... Les client-e-s qui louent ou achètent les constructions modulaires en font des points d'information, de vente ou d'animation.

Pour répondre à la demande et industrialiser sa production, la start-up prévoit d'ici début 2021 une levée de fonds et un plan de recrutement, en partenariat avec l'agence Pôle emploi de La Courneuve et la Chambre de commerce et d'industrie (CCI) de Seine-Saint-Denis. ● Olivia Moulin

* boutiques éphémères



Les trois fondateurs de Picnic ont voulu innover sur le marché de l'architecture éphémère avec des kiosques et pop-up stores mobiles, modulaires et autonomes.

Accueillir les plus jeu

Jusqu'au 18 septembre, les professionnel-le-s des crèches et les assistant-e-s maternels étaient autorisés à ne pas porter le masque avec les petits enfants. Un avis du Haut Conseil de la santé vient de prendre la décision inverse.

Photos : Léa Desjours

Une fois oui, une fois non. La rentrée de septembre a de quoi rendre chèvre les responsables des structures qui accueillent les tout-petits. Jusqu'au 18 septembre, le guide *Covid-19: mode d'accueil du jeune enfant, rentrée 2020*, édité par le ministère des Solidarités et de la Santé à l'adresse des professionnel-le-s de la petite enfance, permettait de croire qu'enfin, les recommandations sanitaires seraient assouplies. Si le nettoyage des locaux et des jouets restait de rigueur, les professionnel-le-s des crèches et les assistant-e-s maternels pouvaient ne pas porter le masque avec les enfants. Or, à la suite d'un avis du Haut Conseil de la santé publique, un arrêté paru au *Journal officiel* le 18 septembre 2020 décide du contraire... mais uniquement pour le personnel exerçant en crèche ou en Maison d'assistant-e-s maternels (MAM).

Presque un accueil normal

Radia, jeune maman, peut donc continuer à être soulagée. Car la mesure n'est pas obligatoire pour les assistant-e-s maternels à domicile.

« Dans quelques jours, je vais laisser ma fille pour la toute première fois, a-t-elle expliqué. Je suis soulagée de savoir que son assistante maternelle ne portera pas de masque; les bébés

ont besoin de voir le visage des adultes qui les entourent. Et d'être pris dans les bras... »

De leur côté, les responsables des établissements qui accueillent des tout-petits préfèrent se concentrer sur le verre à moitié plein. La consigne concernant le retour à la pleine capacité d'accueil, essentielle pour permettre aux parents d'aller travailler, reste valable... pour le moment. « C'est une rentrée difficile à organiser mais presque un accueil normal », confirme Laurence Framezelle, la directrice de la crèche familiale La Goutte de lait, qui accueille une à deux fois par semaine les assistantes maternelles et les enfants dont elles ont la charge dans ses locaux. « Les activités d'éveil et le temps collectif vont être à nouveau possibles, nous allons pouvoir constituer des groupes d'âge, des ateliers manipulation, peinture, envisager des sorties, retourner à la bibliothèque pour écouter des contes ou à la piscine », précise-t-elle. Ou comment rester optimiste en plein charivari sanitaire. ● Joëlle Cuvilliez



Malgré le Covid, les activités sont au rendez-vous.



Une rentrée difficile à organiser pour bien accueillir les enfants de 0 à 3 ans.

Les différentes possibilités

L'offre d'accueil des très jeunes enfants est pour le moins diversifiée à La Courneuve. On y trouve tout d'abord une crèche familiale municipale et quatre crèches collectives, gérées par le département. La crèche familiale dispose d'assistantes maternelles pour encadrer les enfants, les crèches collectives ont leur propre personnel.

La **crèche familiale** La Goutte de lait, 109, avenue Jean-Jaurès (tél. : 01 49 92 61 28/60 71), est ouverte de 7h à 19h. Elle accueille les enfants de deux mois et demi à trois ou quatre ans.

Elle est composée d'une équipe d'encadrement et d'assistantes maternelles agréées. Chaque assistante maternelle accueille deux à trois enfants à son domicile.

Les **crèches départementales** sont gérées, comme leur nom l'indique, par le conseil départemental de Seine-Saint-Denis. La crèche Convention (45 places) se trouve 44, rue de la Convention (tél. : 01 71 29 55 20); la crèche Jean-Jaurès (88 places) 110, avenue Jean-Jaurès (tél. : 01 71 29 55 25); la crèche Georges-Braque (50 places) 3, allée Georges-Braque

nes, un enjeu majeur



À propos des assistant-e-s maternels

Le Covid-19 aura eu une double conséquence pour les assistant-e-s maternels. Certain-e-s, en arrêt maladie ou découragés par l'arrêt brutal de leur travail au moment du confinement, n'ont pas repris leur activité. D'autres, toujours actifs, n'ont pas encore eu l'opportunité de signer un contrat. « *Nous espérons que la situation se débloque après la réunion de la commission d'attribution et que les parents qui n'auront pas obtenu de place en crèche feront appel à leurs services*, témoigne Djamil Mabrouki, la responsable du Relais assistant-e-s maternels. *Les gens pensent à tort qu'une place en crèche coûte moins cher qu'une assistante maternelle. En fait, cela revient quasiment au même prix. Des aides financières existent et le Relais est là pour aider les familles à les obtenir.* » Nassera Abdellaoui, assistante maternelle depuis 2007, fait partie des chanceuses qui ont repris leur activité dès le mois de juin. « *Depuis, je n'ai pas arrêté, y compris cet été*, explique-t-elle. *Des parents, qui étaient en télétravail, m'ont contactée pour que je garde leurs enfants afin de leur permettre de travailler tranquillement à la maison.* »

La situation est plus compliquée pour Ratiba Fates. « *Cette rentrée est très particulière*, raconte-t-elle. *J'ai toujours eu des enfants à garder depuis que je fais ce métier. L'an passé, je me suis accordé une pause de quelques mois après que les petits que j'avais en garde soient entrés à l'école. Mais le confinement est arrivé et je n'ai pas pu reprendre mon activité. Nous sommes en septembre et je n'ai signé aucun contrat. Peut-être y a-t-il encore beaucoup de parents au chômage partiel qui peuvent s'occuper de leurs enfants...* » ● J. C.

Questions à Oumarou Doucouré, adjoint au maire chargé des droits de l'enfance et de la petite enfance



Mathieu Delmestre

REGARDS Tous les très jeunes enfants courneuviens ont-ils une solution d'accueil ?

OUMAROU DOUCOURÉ Nous avons la chance d'avoir différents types de modes d'accueil pour les tout-petits totalisant 500 places. À une nuance près : les quatre crèches collectives gérées par le département ne sont pas dédiées uniquement aux Courneuviens. Il y a 55 assistantes maternelles (ARM) sur la Ville dont 38 qui fréquentent le Relais assistant-e-s maternels. Pour cette rentrée un peu spéciale, 29 ont repris le travail avec 65 enfants. Neuf n'ont toujours pas d'enfants à leur charge.

REGARDS Comment pourrait évoluer le dispositif à l'avenir ?

Si le socle d'accueil est solide, pour autant, nous ne satisfaisons pas tous les besoins. C'est la raison pour laquelle nous voulons favoriser le développement de structures associatives, dans le cadre de l'économie sociale et solidaire. Nous sommes ainsi certains de partager des valeurs de solidarité. Le regroupement des assistantes maternelles permet de créer un réseau, des emplois et d'augmenter le nombre de places. La Maison des assistant-e-s maternels (MAM) Beelwell, hébergée par un bailleur social qui a mis un local à sa disposition, en est un bel exemple. ●

Propos recueillis par Joëlle Cuvilliez

s d'accueil pour les tout-petits

(tél. : 01 71 29 22 52); et la crèche Paul-Verlaine (45 places) place Paul-Verlaine (tél. : 01 71 29 56 58). Toutes ouvrent de 7h à 18h45.

Deux haltes-jeux sont mises à disposition par la Ville. Arc-en-Ciel, structure municipale, accueille les enfants de 18 mois jusqu'à la scolarisation en maternelle de une à deux demi-journées par semaine ou en journée continue après réservation (8, place du Pommier-de-Bois. Tél. : 01 48 36 08 20). La halte-jeux Couleurs du monde, qui dépend du centre social de la CAF, accueillera cette année au maximum 25 enfants

« à partir de la marche » (22, avenue du Général-Leclerc. Tél. : 01 48 36 65 99), et ce, deux fois trois heures dans la semaine. Elle gardera également les petit-e-s dont les parents suivent les ateliers du centre social.

Le Relais assistant-e-s maternels, 109, avenue Jean-Jaurès (tél. : 01 49 92 60 84), informe et soutient les futurs parents, les parents de jeunes enfants, les assistant-e-s maternels et les gardes à domicile. Il organise des réunions sur les modes d'accueil existants sur le territoire de La Courneuve et facilite les démarches administratives des familles

concernant l'embauche d'une assistante maternelle ou un garde à domicile.

À la **Beewell Mam**, les quatre assistantes maternelles accueillent douze enfants par jour de trois mois à quatre ans.

Enfin, la crèche **Les Petits Chaperons rouges**, 39, rue du Docteur Roux, dispose de quarante berceaux et d'un jardin. ●

500
places pour accueillir
les tout-petits.

Précarité alimentaire

Le nombre de bénéficiaires fortement en hausse

Selon la Banque alimentaire, entre 3 et 8 millions de personnes en France n'ont plus les moyens de se nourrir correctement. À La Courneuve, l'antenne locale des Restos du cœur manque de personnels pour faire face à l'augmentation significative des inscriptions.

Photos: Léa Desjours



Même si la Ville a distribué 5 500 paniers alimentaires depuis le début de la crise, les associations ont vu leur nombre de bénéficiaires exploser!

Vendredi 18 septembre, à 9h, une vingtaine de personnes, Caddie à la main, attendent déjà en file indienne au 33, rue Beauvils. C'est à cette adresse que Giustina Di Ielsi, responsable du centre local des Restos du cœur, nous accueille avec le sourire, malgré la charge de travail à abattre. « Il y a beaucoup d'ins-

crits. On a dû augmenter les amplitudes horaires pour pouvoir satisfaire le plus de personnes possible. En une semaine, on a distribué 5 800 repas! » Dans les locaux, huit bénévoles sont prêts pour débiter les distributions de denrées alimentaires. « Sandra, tu peux enregistrer la première personne, lance Giustina. S'ils

riz, de légumes, de surgelés ou encore de yaourts. « Depuis le début de la crise sanitaire, nous sommes passés de 250 à 350 familles bénéficiaires. Uniquement pour La Courneuve! Car nous accueillons également des personnes d'autres villes de Seine-Saint-Denis dont les structures locales ont fermé, soit par

son déjà inscrits ou de La Courneuve, tu t'en occupes. Pour celles et ceux qui viennent de la part de travailleurs sociaux, tu me les envoies directement! »

La machine est bien huilée. Tout le monde a une tâche bien précise. Certain-e-s, comme Sandra, enregistrent les dossiers, puis ils sont confiés à Stéphanie, qui synthétise et annonce aux préparateurs des paniers: « Famille de trois personnes, sans viande + un bébé! » Ou encore: « Famille de six personnes, mange de tout! » Ensuite, Boussad ou Jean-Marc remplissent les paquets de lait, d'œufs, de

manque de bénévoles, soit parce que les locaux ne se prêtaient pas à la mise en place des mesures d'hygiène et de santé publique. » La crise sanitaire n'a rien arrangé! ● Isabelle Meurisse

➕ PLUS D'INFOS : www.lacourneuve.fr

LE SECOURS POP' AUGMENTE LA CADENCE

Comme pour les Restos du cœur, la crise sanitaire n'a rien arrangé pour l'antenne locale du Secours populaire français. Pendant le confinement, l'association avait augmenté la fréquence des distributions de paniers alimentaires. Depuis, le nombre de bénéficiaires a bondi de 25%! Plusieurs foyers se retrouvent au chômage technique ou partiel et ne peuvent plus assurer l'alimentation de leurs familles.

Secours populaire, 93, avenue de la République. Permanences les mardis et samedis de 9h à 11h30.

VOUS VOULEZ DEVENIR BÉNÉVOLE ?

C'est simple, il suffit de se présenter à la structure de La Courneuve, située au 33, rue Beauvils, aux jours d'ouverture: lundi, jeudi, vendredi de 9h à 12h et le mardi de 18h à 20h.

Demandez Giustina ou appelez-la au 01 48 37 30 33 ou 06 58 27 72 22.

Restauration scolaire

Des têtes bien faites dans des corps bien nourris

À La Courneuve, il est essentiel d'offrir aux enfants scolarisés des repas de qualité et équilibrés à moindre coût. Au menu: des fruits, des légumes, un peu de viande et plein de vitamines pour bien grandir et réfléchir!

Les temps sont durs pour les familles. Pour certains enfants, la cantine de l'école leur permet de prendre au moins un repas complet dans la journée! Une entrée, un plat, un dessert, parfois même accompagnés de fromage s'ils le souhaitent. À La Courneuve, tout est fait pour que les enfants aient une bonne alimentation. Les repas sont scrupuleusement étudiés avec des nutritionnistes. Et le Syndicat intercommunal pour la

restauration collective (Siresco) les prépare dans ses cuisines situées à Bobigny. La volonté de revenir à une cuisine plus « naturelle », c'est-à-dire avec des produits moins « transformés », locaux et/ou issus de l'agriculture biologique, est de plus en plus présente dans les assiettes. Ces repas ont un coût pour la municipalité, qui n'hésite pas à augmenter chaque année sa participation financière pour que les familles puissent avoir

un tarif abordable selon leurs moyens. Aujourd'hui, un déjeuner complet vaut environ 12 euros. Pour les parents, un repas coûte entre 0,56 euro pour les plus modestes et 5,02 euros pour ceux de la plus haute tranche du quotient familial. Sur environ 5 500 élèves scolarisés, 60% fréquentent les cantines chaque jour. Dans les semaines à venir, des petits déjeuners gratuits devraient être proposés aux enfants de maternelle. ● I. M.



À la cantine, on mange équilibré.

La paix, ici et maintenant

À l'occasion de la Journée internationale de la paix, le 21 septembre, Gilles Poux, le maire, et Haroon Qazi, délégué à la promotion de la culture de paix et à la laïcité, ont échangé avec de jeunes journalistes du *LC Mag'* et des signataires de « l'Appel de La Courneuve pour la paix ».



Discours et annonces autour de la paix, retransmis en Facebook Live, devant l'arbre de Paix.

Square de la Paix, 21 septembre. Lloyce, animateur du *LC Mag'*, lance le débat en demandant au maire pourquoi il est important de célébrer cet événement. « *La culture de la paix recule dans le monde, déplore celui-ci. Il est bien loin le temps où un Premier ministre français se rendait à l'ONU pour déclarer son opposition à la guerre en*

Irak et était ovationné par l'ensemble de la planète... On va dépenser dans le monde cette année plus de 1 900 milliards d'euros pour continuer la course folle au surarmement alors que 260 milliards suffiraient à résoudre le problème de la faim pendant cinq ans. » Il rappelle que La Courneuve est une Ville-Monde qui accueille des gens venant des quatre

coins de la planète, certain-e-s d'entre eux ayant connu des conflits. Selon lui, pour changer la donne, « *il faudrait que l'ONU redevienne un vrai lieu de pouvoir.* » Haroon Qazi, conseiller municipal délégué à la promotion de la culture de paix et à la laïcité, souligne alors son entière disponibilité à prendre connaissance de tous les projets sur la paix, le vivre-ensemble, le

rassemblement interreligieux ou intercommunautaire que souhaiteraient promouvoir les Courneuviens et les Courneuviennes. « *Quand on voit les conflits dans le monde, on se rend compte que la prospérité d'une société dépend beaucoup de la paix* », ajoute-t-il.

Mustapha Mahiedine, signataire de « l'Appel de La Courneuve pour la paix », fait campagne en faveur de l'interdiction des armes nucléaires. Il explique à son tour les raisons de son engagement : « *J'ai été surpris par les sommes colossales utilisées pour l'armement nucléaire alors qu'on a des services publics qui ont peu de moyens, que les gens ont parfois du mal à se soigner, que la famine sévit dans le monde. La paix se fait avec des moyens !* »

Enfin, Apolline Gonzales et Doriane Dupré, qui vont participer au projet « médias » unissant La Courneuve et l'UNAO (une agence de l'ONU), ont, elles aussi, fait entendre leur voix. « *On entend trop souvent dans les médias des clichés sur les Noirs, les Arabes, les musulmans, etc. proteste Doriane. Mais ici, à La Courneuve, on a grandi tous ensemble, donc ces clichés n'ont aucun sens. Nous allons nous servir du projet de l'UNAO, ouvert à tous, pour les déconstruire.* »

« *Notre partenariat avec l'UNAO nous permettra d'approfondir le sujet de la discrimination en participant à des ateliers de formation. Et notre travail sera présenté... au siège de l'ONU à New York.* » conclut Apolline. ● Joëlle Cuvilliez

Mercredi 23 septembre, la Maison de la citoyenneté James-Marson a organisé une animation sur ce qu'est la culture de paix pour les enfants de 9 à 12 ans.

Mobilisation

Faire vivre la mémoire de l'esclavage

C'est à travers l'histoire et la musique que les membres du groupe de travail « Mémoire et esclavage » comptent mener leur campagne de sensibilisation à la traite négrière et à toutes les formes d'exploitation des êtres humains dans les mois à venir.

Se rencontrer, débattre et, surtout, agir pour faire bouger les choses. Depuis 2014, l'historien Marcel Dorigny, les citoyen-ne-s, les responsables associatifs et les membres des services municipaux réunis au sein du groupe de travail « Mémoire et esclavage » multiplient les projets pour faire reconnaître le passé esclavagiste de la France. « *C'est un sujet escamoté, qui*

suscite vite le malaise chez les gens », commente Franck, un Courneuvien venu assister à la réunion de rentrée ce mardi 15 septembre à la Maison de la citoyenneté James-Marson.

Le groupe de travail prévoit deux nouvelles actions pour l'année 2020-2021. Il s'agit d'abord d'organiser une diffusion de la série documentaire *Les Routes de l'esclavage* au cinéma

L'Étoile, sur plusieurs soirées ponctuées de temps d'échange avec des intervenant-e-s. « *On doit bien montrer que l'esclavage n'est pas seulement lié à la traite négrière et qu'il a des formes contemporaines* », insiste le directeur de l'association Ar Jeux Arboncanam Maïga. Conférences, réalisation d'un podcast, ateliers de création... Porté par le service Jeunesse et le Conseil local

de la jeunesse (CLJ), avec l'aide du DJ et professeur de musique afro-américaine Jean-Philippe Mano, le second projet vise à faire vivre la mémoire de l'esclavage en musique. « *La musique, c'est nécessaire, souffle Aïssata N'Dongo, ancienne enseignante au lycée Denis-Papin. Ça permet de rappeler notre humanité commune.* » ● Olivia Moulin

**GROUPE DES ÉLUS COMMUNISTES,
RADICAUX DE GAUCHE ET CITOYEN-NE-S ENGAGÉ-E-S**

“Cartable nouveau, joli manteau. Cloche a sonné, il faut y aller: c’est la rentrée!”



Quelques vers de Christian Merveille pour accompagner tous les élèves qui ont retrouvé le chemin de l'école et des vœux de bienvenus aux professeurs qui viennent de rejoindre nos établissements. Pour cette année singulière, la municipalité mettra tout en œuvre pour accompagner les familles et l'ensemble de la communauté éducative afin de surmonter cette période chambardée

et pleine d'incertitudes. Dès aujourd'hui, gratuité de l'accompagnement éducatif de 16h30 à 18h, réflexion autour des outils numériques, espace-parent créé au sein de trois écoles et doublement des ATSEM en moyenne section. La cité éducative se met en place. Un seul cap: l'épanouissement de vos enfants. Une seule exigence: une implication réelle de l'État pour faire cesser le creusement des inégalités. L'école de la République doit donner sa chance à chacun-e. Qu'il soit « dys » ou onze, aisé ou précaire, curieux ou tête en l'air, l'enfant est la plus belle des priorités. Enfin, un grand coup de chapeau aux agents municipaux qui, par leur mobilisation et l'application d'un protocole sanitaire strict, ont rendu possible ce retour joyeux à l'école. À toutes et tous, une belle rentrée 2020! ●

Mélanie Davaux, maire-adjointe à la réussite éducative, aménagement durable et droits des sols.

GROUPE DES ÉLUS SOCIALISTES, ÉCOLOGISTES ET CITOYENS

À vos côtés pour la rentrée!



Nos enfants ont repris le chemin de l'école il y a quelques semaines dans un climat que nous avons souhaité le plus serein possible, malgré la crise sanitaire et le désengagement du Gouvernement auprès des familles. Distribution de masques lavables aux élèves, aides financières pour les familles, reconstruction d'établissements, sont autant d'actions que les collectivités locales

ont mises en place afin de ne pas alourdir le budget de la rentrée et permettre le respect des précautions sanitaires. Notre priorité est d'assurer à nos enfants les meilleures conditions de travail et d'épanouissement à l'école. De fait, nous nous devons, en tant qu'élu-e-s, d'être mobilisé-e-s et à l'écoute de tou-te-s les acteur-ric-e-s de la communauté éducative. En effet, ils-elles sont confronté-e-s à des difficultés grandissantes dans l'exercice de leur mission: les enseignants doivent faire face à des élèves qui auront parfois perdu pied et dont il faudra parfois protéger du décrochage scolaire, celles et ceux qui organisent la vie quotidienne des établissements (restauration, salle de classe, etc.) devront quant à eux tenir compte de nombreuses nouvelles contraintes. Les défis de cette rentrée et des mois prochains sont grands et nous en sommes conscient-e-s. Plus que jamais il faudra être présent à leurs côtés. À l'heure de préparer l'avenir, tout commence dans nos écoles, avec et pour nos enfants! ●

Oumarou Doucouré, délégué aux Droits de l'enfance et de la petite enfance.

GROUPE UNION POPULAIRE RÉPUBLICAINE

Nous sommes ensemble



Nous vivons une période pleine d'incertitudes pendant que nos enfants reprennent le chemin de l'école. L'heure n'est pas à la polémique, nous devons tous faire au mieux pour rendre supportable à nos proches le risque du coronavirus. Nous souhaitons saluer les efforts de tous dans ce sens, quels que soient nos clivages politiques, l'intérêt général doit primer. Cet été fut particulièrement

difficile et nous remercions le maire d'avoir soutenu nos initiatives locales pour améliorer la vie de nos voisins et des plus jeunes. La solidarité, c'est ce qui nous permettra de faire face à cette épidémie que nous voulons rapidement laisser derrière nous. Merci à tous les Courneuvien(ne)s qui ont fait des efforts pour prendre soin de leurs proches. Nous ferons le maximum pour soutenir toutes les initiatives de solidarité, surtout pour les jeunes. ●

Mohammed Bekhtaoui

ÉLUE « UN NOUVEAU SOUFFLE POUR LA COURNEUVE »

L'heure du renoncement a déjà sonné



À peine élue, le président de Plaine Commune s'est empressé de réadhérer au SEDIF. Cette décision pose plusieurs questions. D'un point de vue écologique, faire le choix d'une gestion publique aurait permis de garantir la maîtrise de la ressource et de sa qualité. Ce qui n'est pas le cas actuellement avec la gestion par Véolia. En effet, les usagers subissent notamment

des fuites qui sont un gâchis et qui pèsent sur les charges et le portefeuille. D'un point de vue social, faire le choix d'une gestion publique aurait permis de garantir un accès à l'eau pour tous et une maîtrise des coûts. En effet, dans toutes les villes où une gestion publique a été mise en place, les factures d'eau ont été réduites pour les usagers. D'un point de vue démocratique, la méthode est contestable. En 2017, Plaine Commune avait lancé une réflexion sur le mode de gestion du service de l'eau potable. Cette décision, lourde de conséquences, engage l'avenir du service de l'eau pour longtemps. Cela aurait mérité d'être tranché par les habitant-e-s par référendum. L'eau n'est pas une marchandise, les enjeux méritent un débat public sérieux et constructif. Avec ce vote, Plaine Commune s'est privé d'une chance historique de mettre en place un service public de l'eau. ●

Nabiha Rezkalla, conseillère municipale
Un Nouveau Souffle pour La Courneuve, liste citoyenne, solidaire et écologiste soutenue par Europe Écologie - Les Verts. 07 82 22 28 00 nrezkalla@hotmail.fr - Facebook: Un Nouveau Souffle pour La Courneuve

ÉLU « L'AUDACE DE L'ESPOIR »

La crise économique!



Des entreprises en difficulté prolifèrent et les annonces de licenciement se comptent par milliers. L'impact de COVID-19 va être très lourd. Un nombre de sans emploi a atteint un niveau record et la longue kyrielle de la casse sociale s'enclenche pour entrer dans un cercle vicieux. Un bon nombre d'entreprises profitent de cette crise sanitaire pour justifier la réduction du personnel.

Il est temps que l'état et les corps intermédiaires s'élèvent contre la descente aux enfers du fer. La Courneuve est plus impactée que les autres villes, même si les pouvoirs locaux tentent limiter la casse, par des aides, d'assistance populaire et des mesures socio-économiques. Barack Obama a dit... « L'audace de l'espoir. Voilà le meilleur de l'esprit américain; avoir l'audace de croire, malgré toutes les indications contraires, que nous pouvons restaurer un sens de la communauté au sein d'une nation déchirée; l'audace de croire que malgré des revers personnels, la perte d'un emploi, un malade dans la famille ou une famille empêtrée dans la pauvreté, nous avons quelque emprise- et par conséquent une responsabilité sur notre propre destin. » Nous devons avoir de l'audace de l'espérer pour un avenir audacieux et d'agir pour cela. ●

Amirdine Farouk, *L'audace de l'espoir - af93120.com - Tél. : 06 11 60 24 57*

*Les textes de ces tribunes,
où s'expriment tous les
groupes représentés
au conseil municipal,
n'engagent que leurs
auteurs.*

Nouvelle technique de combat

MMA, l'art ultime

L'association Tenchi Budokan ouvre une section de MMA (arts martiaux mixtes) peu de temps après que la ministre des Sports a autorisé la discipline à organiser des combats.



Entraînement au dojo Docteur-Justice, le 18 septembre. C'est un professeur de jiu-jitsu brésilien qui a donné naissance au MMA.

Tout a commencé aux États-Unis. Rorion Gracie, professeur de jiu-jitsu brésilien, veut absolument trouver une réponse à la question suivante : quelle est la technique de combat qui domine toutes les autres ? Le 12 novembre 1993, il organise un tournoi, le Ultimate Fighting Championship (UFC), auquel participent des champions de différents arts martiaux. La rencontre met en avant le fait que la meilleure discipline serait celle qui fusionnerait

ce que chaque sport de combat a de meilleur : la précision du karaté, l'agilité au sol du jiu-jitsu ou la puissance de la boxe. Les arts martiaux mixtes (*mixed martial arts*, en anglais) ou MMA sont nés. « C'est l'art ultime, qui allie toutes les techniques des sports de combat », résume Mohamed El Fadili, vice-président de l'association Tenchi Budokan, entraîneur de jiu-jitsu et de MMA, et arbitre international, à qui La Courneuve doit la création de la toute première

section d'arts martiaux mixtes sur son territoire. Mais l'origine du sport est beaucoup plus lointaine. « Il y a 2 800 ans, les Grecs pratiquaient déjà le MMA, avec le panrace* et le pugilat*, tous deux disciplines olympiques », explique-t-il.

Un sport à la réputation sulfureuse

La pratique du MMA était jusqu'à présent autorisée en France, mais les

compétitions interdites, notamment à cause des combats dans des cages et des coups au sol. Et puis, la ministre des Sports Roxana Maracineanu a donné son feu vert en tout début d'année pour que le MMA soit rattaché à la Fédération française de boxe. Jusqu'à présent, les combattant-e-s français devaient défier leurs adversaires à l'étranger, désormais elles-ils pourront le faire à domicile. La première compétition officielle se déroulera à Vitry-sur-Seine (94) le 4 octobre.

« À l'époque où David Douillet était ministre des Sports, les pratiquants de MMA ont nourri l'espoir de pouvoir participer à des compétitions, mais les fédérations de sports de combat ont livré une guerre impitoyable contre une telle décision, se souvient Mohamed El Fadili. Quand la ministre des Sports actuelle a fait appel aux fédérations de combat, toutes se sont précipitées, même celles qui étaient il y a peu les plus virulentes contre la pratique ! »

La discipline, qualifiée de violente, voit désormais son blason redoré. « Dans l'imaginaire populaire, les frappes au sol, c'est choquant. Pourtant, les coups portés par les boxeurs sont nettement plus dangereux, précise-t-il. On oublie surtout de dire que le MMA est un sport qui apporte beaucoup d'un point de vue humain, sur le plan du contrôle et de la confiance en soi... » ● Joëlle Cuvilliez

Panrace* : sport très apprécié dans la Grèce antique consistant à mettre hors de combat un adversaire, sans mettre les doigts dans les yeux, arracher une partie du corps ou mordre.

Pugilat* : ancêtre de la boxe anglaise.



Mohamed El Fadili, entraîneur de MMA.

Des règles strictes et des consignes de sécurité

« Le MMA est une quête, celle du combat qui va marcher dans toutes les situations », professe Mohamed El Fadili.

Le but du combat : faire abandonner l'adversaire. Il se déroule généralement en trois rounds, dure cinq minutes et obéit à de nombreuses règles. De vraies consignes de sécurité sont mises en place pour protéger les combattant-e-s.

Il existe différentes façons de remporter un combat MMA. Par KO ou KO technique (quand l'un-e des combattant-e-s est encore conscient,

mais n'est plus en mesure de combattre normalement); par soumission, représentée par l'abandon d'un-e combattant-e lorsqu'il-elle ne peut plus supporter un étranglement ou une clé infligés par son adversaire; ou par soumission technique : dans ce cas, c'est l'arbitre qui constate qu'un-e combattant-e ne peut plus supporter la clé ou l'étranglement. Enfin, les juges peuvent prendre la décision technique d'arrêter le combat. Celui-ci se déroule torse nu, avec des mitaines portant des protections au niveau des phalanges. ●

Face à la crise, des aides pour les entreprises

Les pouvoirs publics ont mis en place plusieurs prêts et fonds d'urgence pour soutenir les microentreprises et TPE-PME fragilisées par l'épidémie de coronavirus. Passage en revue des principaux dispositifs.

• **Le Fonds de solidarité**, une aide mensuelle défiscalisée couvrant la perte de chiffre d'affaires dans la limite de 1 500 euros, destinée aux TPE, indépendants-e-s, microentrepreneurs-e-s et professions libérales ayant fait l'objet d'une interdiction d'accueil du public. Mis en place en mars, ce fonds est prolongé jusqu'au 31 décembre pour les entreprises de l'hôtellerie, de la restauration, du tourisme, de l'événementiel, du sport, de la culture et des secteurs connexes, ainsi que pour les artistes-auteur-riche-s. Une aide complémentaire de 2 000 à 10 000 euros peut être accordée (une seule fois) aux entreprises menacées de faillite.
Plus d'informations sur : <https://www.economie.gouv.fr/covid19-soutien-entreprises/fonds-de-solidarite-pour-les-tpe-independants-et-micro>

• **Le prêt garanti par l'État (PGE)**, ouvert jusqu'au 31 décembre 2020 à toutes les entreprises quelles que soient leur taille et leur forme juridique, dont le montant peut atteindre jusqu'à trois mois du chiffre d'affaires 2019 ou deux années de masse salariale. Garanti à hauteur

de 70 % à 90 %, ce prêt de trésorerie de douze mois bénéficie d'un différé d'amortissement sur la même durée et peut être étendu jusqu'à cinq ans supplémentaires.

Plus d'informations sur : <https://www.economie.gouv.fr/covid19-soutien-entreprises/premier-garanti-par-letat>

• **Le prêt Rebond**, un prêt à taux zéro sans garantie allant de 10 000 à 300 000 euros sur une durée de sept ans, dont deux ans de différé d'amortissement du capital, ouvert aux TPE-PME franciliennes ayant douze mois d'activité minimum. Ce prêt est cumulable avec le PGE.

Plus d'informations sur : <https://premier-rebond.iledefrance.fr/>

• **Le Fonds Résilience**, une avance remboursable à taux zéro de 3 000 à 100 000 euros sur une durée maximale de six ans, destinée aux TPE-PME, associations ou entreprises de l'Économie solidaire et sociale (ESS) franciliennes n'ayant pas ou plus accès au financement bancaire.

Plus d'informations sur : <https://www.iledefrance.fr/fondsresilience/>

Rendez-vous avec l'emploi à Saint-Denis



Virginie Salot

Vous cherchez du travail ? Les Maisons de l'emploi de Plaine Commune et leurs partenaires organisent leurs 34^e Rencontres pour l'emploi au Stade de France, le mardi 29 septembre de 9h30 à 16h30. Century 21, la RATP, Lidl, La Poste... Plus d'une quarantaine d'entreprises et d'une dizaine d'organismes de formation seront présents. L'occasion de rencontrer directement les employeurs qui embauchent, à des niveaux de qualification variés, mais aussi de découvrir des métiers pas ou mal connus et de se renseigner sur les possibilités de formation ou de reconversion professionnelle. Pour mieux vous préparer, vous pouvez consulter la liste des offres d'emploi et de formation proposées sur les sites Internet de Plaine Commune et des Maisons de l'emploi. Attention, en raison du contexte sanitaire, il faut obligatoirement s'inscrire au préalable *via* le lien suivant : <https://plainecommune.fr/vie-du-territoire/formulaires/inscription-aux-34es-rencontres-pour-lemploi/>. Et pensez à vous munir de plusieurs CV imprimés le jour J (il n'y aura pas d'imprimante sur place). ●

Modernisation

Fermeture provisoire de stations sur le T1

Allongement des quais, renforcement de l'accessibilité, sécurisation des abords... Les travaux de modernisation se poursuivent sur la ligne 1 du tramway. Du 23 septembre au 5 mai, les rames ne marqueront pas l'arrêt à la station Cimetière de Saint-Denis. Et du

30 septembre au 24 mars, elles ne marqueront pas l'arrêt à la station Théâtre Gérard-Philipe. En raison de ce chantier, les stations Cosmonautes et Maurice-Lachâtre sont déjà fermées depuis juin, respectivement jusqu'aux 20 janvier et 17 février 2021. ●

Allo! Agglo!
tél 0 800 074 904
APPEL GRATUIT DEPUIS UN POSTE FIXE ET PAYANT DEPUIS UN MOBILE (0,15 €/MIN)
web plainecommune.fr
app plainecommune

État civil

NAISSANCES AOÛT

• 20 Hana Cherraben • 21 Youssra Guessaf • 25 Nassim Hadjarci • 25 Line Derfoufi • 26 Melina Mnemoui • 28 Logan Chantier Bellanger • 31 Joyce de Lachevrotière Perrevil •

SEPTEMBRE

• 1 Naila Doukhi • 1 Saïd Lakhdari • 2 Shaina Dieye • 5 Léo Huang •

MARIAGES

• Zoheir Belkermi et Malika Yousfi • Saber Dakhli et Rahma Agroum • Soel Sirat et Sonia Saighi • Ihab Kane et Melissa Rospart •

DÉCÈS

• El Alia Jbara ép. Zinoun • Robert Caseaux • Jeanne Pellotier ép. Honore • Irma Loïal • Liangshu Zhu • Ferhat Djellal • Mahindokht Alam •

NUMÉROS UTILES

PHARMACIES DE GARDE

• consulter monpharmacien-idf.fr

URGENCES

POMPIERS : 18 • POLICE-SECOURS : 17 • SAMU : 15

COMMISSARIAT DE POLICE

• Place Pommier-de-Bois Tél. : 01 43 11 77 30

MÉDECINS DE GARDE

• Urgences 93 -
Tél. : 01 48 32 15 15

CENTRE ANTI-POISON

• Hôpital Fernand-Widal
200, rue du Faubourg Saint-Denis, Paris
- Tél. : 01 40 05 48 48

COLLECTE DES DÉCHETS

Tél. : 0 800 074 904 (gratuit depuis un fixe).

ACCOMPAGNEMENT ET TRANSPORT DES PERSONNES ÂGÉES

Tél. : 01 71 89 66 15. Les mardis et vendredis.

MAIRIE Tél. : 01 49 92 60 00

PLAINE COMMUNE

• 21, avenue Jules-Rimet, 93218 Saint-Denis.- Tél. : 01 55 93 55 55

PERMANENCES DES ÉLU-E-S

• M. le maire, **Gilles Poux**, reçoit sur rendez-vous. Pour obtenir une entrevue, vous pouvez lui adresser un courrier à l'hôtel de ville ou lui écrire à l'adresse suivante : mairie@ville-la-courneuve.fr

Pour obtenir un rendez-vous avec les élu-e-s, un formulaire à remplir est disponible à l'accueil de la mairie.

• M^{me} la députée, **Marie-George Buffet**, reçoit le deuxième lundi du mois sur rendez-vous.
Tél. : 01 42 35 71 97

• M. le président du Conseil départemental, **Stéphane Troussel** reçoit chaque vendredi de 14h à 17h. Pour prendre rendez-vous, écrivez à l'adresse suivante : stephane.troussel@ville-la-courneuve.fr

PERMANENCES DES ÉLU-E-S SANS RENDEZ-VOUS

Les permanences des élu-e-s de la municipalité ont repris à l'Hôtel de ville le mercredi et jeudi de 16h à 18h (inscription sur place entre 15h30 et 16h le jour même).

PERMANENCES DE L'ADIL

Permanences d'information/conseil auprès des propriétaires et des locataires des logements privés (copropriété, contrat de location, charges impayées...). **Consultation gratuite.** Centre administratif Mécano, 3, mail de l'Égalité.

RDV avec l'ADIL les deuxième et quatrième jeudis matins du mois, de 8h30 à 12h. Contacter l'UT Habitat de La Courneuve.
- Tél. : 01 71 86 37 71

HORAIRE DE LA MÉDIATHÈQUE AIMÉ-CÉSAIRE

Mardi et jeudi, de 14h à 20h, Mercredi, vendredi et samedi, de 10h à 18h. 1, mail de l'Égalité.

24 ET 25 SEPTEMBRE

SPECTACLE **ÉLOGE DU BLANC**

Dans le cadre du festival 1, 9, 3 Soleil, par la compagnie La Bobine Théâtre.
Centre culturel Jean-Houdremont, 11, avenue du Général-Leclerc, à 9h et 11h.

À PARTIR DE 2 ANS.

26 SEPTEMBRE

VISITE **LA ROUTE DES INDES**



Meyer

Durant la balade, autour de la place du 8-Mai-1945, vous découvrirez le magnifique temple de Shiva, vous visiterez une grande épicerie à la découverte des ingrédients et astuces des cuisines indienne, pakistanaise et sri-lankaise.

La Courneuve – 8-Mai-1945 (métro ligne 7), à 10h30.

Réservation : <https://explorepairs.com/fr/>
TARIF : 13 EUROS.

CONTE **HISTOIRES COMMUNES**

Les histoires parlent de ruses, de voleurs sympathiques, de fous qui ne le sont pas et de doux imbéciles.

Médiathèque Aimé-Césaire, 1, mail de l'Égalité, à 16h.

À PARTIR DE 6 ANS.

MUSIQUE **CONCERT SYMPHONIQUE**



Fabrice Gaborriau

La *Symphonie n°4* de Gustav Mahler par l'orchestre du Conservatoire à rayonnement régional La Courneuve-Aubervilliers-CRR93.

Centre culturel Jean-Houdremont, à 19h.
Gratuit sur réservation : 01 48 11 04 60 et reservations@crr93.fr

26 SEPTEMBRE ET 3 OCTOBRE

JEUNESSE **CLUB JOB ÉTUDIANT**



Vous avez 18 ans et plus ? Vous souhaitez trouver un job étudiant ? Vous avez du mal dans vos recherches ? Rendez-vous au Point information jeunesse (PIJ) de La Courneuve. Le service municipal propose un rendez-vous de deux heures pour aider les jeunes dans leurs recherches de jobs étudiants.

PIJ, 61, rue du Général-Schramm, à La Courneuve, de 12h à 14h. Inscriptions à pj@ville-la-courneuve.fr ou au 06 84 02 49 30.

29 SEPTEMBRE

RECRUTEMENT **RENCONTRES POUR L'EMPLOI**



Léa Desjours

L'Établissement public territorial Plaine Commune, Pôle emploi et la Maison de l'emploi du territoire, en partenariat avec l'association Plaine Commune Promotion, organisent depuis 2003 Les Rencontres pour l'emploi. Cette journée vous permettra de rencontrer de nombreux recruteurs-euse-s.

Pensez à prendre vos CV. Inscription obligatoire sur plainecommune.fr/
Stade de France – Porte A, de 9h30 à 16h30.

30 SEPTEMBRE

THÉÂTRE **MEKTOUB**

Spectacle proposé par la compagnie Nour.
Médiathèque Aimé-Césaire, à 15h.
Métro 8-Mai-1945, à 18h.

1^{ER} OCTOBRE

SPECTACLE **L'INCROYABLE HISTOIRE DU FREAKY JAZZ BAND**

Pour le jeune public. Par la compagnie Un Pied sur la planche.
Centre culturel Jean-Houdremont, à 14h30.

2 OCTOBRE

CULTURE **LANCEMENT DE LA SAISON**



Six spectacles du festival Rencontre des jonglages.
Place de la Fraternité et cinéma L'Étoile, de 12h à 21h30.
Prise de parole du maire à 18h30.

SPECTACLES **PLACE AU CIRQUE !**

Trois spectacles en extérieur place de la Fraternité :

14h15 – *Mura*, de la compagnie Équidistante

Une jongleuse, une trapéziste, une équilibriste et un mur nous invitent à poser un autre regard sur les éléments de l'espace public qui font partie de notre quotidien.

16h – *Sabordage!*, de la compagnie

La Mondiale générale

Quatre acteur-riche-s/acrobates posent des questions sans réponse et nous invitent à prendre le temps de la réflexion.

17h – *La Brise de la pastille*, de la compagnie

Galaplat Cirque

Un clown acrobate s'envole et se pose des questions existentielles, accompagné d'un musicien à l'univers sonore bien trempé et aux pieds sur terre.

Durée : entre 35 et 45 minutes.

GRATUIT. À PARTIR DE 5 ANS.

3 ET 10 OCTOBRE

FESTIVAL **RENCONTRE DES JONGLAGES**

Retrouvez le programme sur le site.

Centre culturel Jean-Houdremont et place de la Fraternité.

festival.maisondesjonglages.fr

5 OCTOBRE

CONCERT **FESTIVAL MÉTIS**

Création inédite qui réunit rap et musique classique dans un concert envoûtant.

Centre culturel Jean-Houdremont, à 20h30.

8 OCTOBRE

RÉUNION **CONSEIL MUNICIPAL**

Salle des fêtes de l'hôtel de ville, à 19h30.

10 OCTOBRE

CÉRÉMONIE **VILLE-MONDE**



Sur le parking du centre commercial La Tour, concert du Jaipur Maharaja

Brass Band, de 11h à 12h, et déambulation-spectacle *30 Nuances de noir(es)*, de 12h15 à 13h15.

JUSQU'AU 1^{ER} NOVEMBRE

PARC **BALADE EN HIPPOMOBILE**

Profitez-en pour découvrir ou redécouvrir certains secteurs du parc tels que les Cascades ou la Circulaire.
Inscription sur place (gratuite), renseignements au 01 43 11 13 00. Parc départemental Georges-Valbon, la Maison du parc, à 14h45.

À L'Étoile

Tous les films du 25 septembre au 5 octobre 2020

1, allée du Progrès - Tramway Hôtel-de-ville.
Tél. : 01 48 35 23 04 – www.lacourneuve.fr

Tarif plein : 6 €, tarif réduit : 5 €, tarif découverte : 3 €, abonné adulte : 4 €, abonné jeune, groupes, associations : 2,50 €, séance 3D : +1 €, tarif moins de 18 ans : 4 €.



L.D.

Benni

Allemagne, 2020, 1h58. De Nora Fingscheidt.
Ven. 25 à 18h15, sam. 26 à 16h, dim. 27 à 18h45, lun. 28 à 20h45.

Voir le jour

France, 2020, 1h31. De Marion Laine.
Ven. 25 à 16h30, sam. 26 à 18h15, lun. 28 à 16h15, mar. 29 à 12h.

Spycies

Pays Chine/France, 2020, VF, 1h39.
De Guillaume Ivernel. Sam. 26 à 14h, dim. 27 à 14h. À PARTIR DE 8 ANS

Effacer l'historique

France, 2019, 1h21. De Gustave Kervern et Benoît Delépine.
Mer. 30 à 16h, sam. 3 à 20h, dim. 4 à 11h, lun. 5 à 18h30.

L'Appel de la forêt

États-unis, 2020, VF, 1h40. De Chris Sanders.
Mer. 30 à 14h, sam. 3 à 14h, dim. 4 à 16h30.
À PARTIR DE 9/10 ANS

Citoyens du monde

Italie, 2020, vost, 1h31. De Gianni Di Gregorio.
Mer. 30 à 18h, sam. 3 à 18h, lun. 5 à 12h.

Les Petits Contes de la nuit

France, 2020, 40 min. Sam. 3 à 16h, dim. 4 oct. à 15h. CINÉ-GOÛTER - À PARTIR DE 4 ANS

Antigone

Canada/Quebec, 2020, 1h49. De Sophie Deraspe.
Ven. 2 à 18h30, lun. 5 à 16h30 et 20h30, mar. 6 à 12h.

RENCONTRE DES JONGLAGES

French Circus

France, 2019, 1h03. De Tihomir Vujicic.
Ven. 2 à 12h. CINÉ-DEJ

Mon oncle d'amérique

France, 1980, 2h01. D'Alain Resnais.
Ven. 2 à 20h30, dim. 4 à 18h30.



SEMAINE NATIONALE DES RETRAITÉS ET PERSONNES ÂGÉES

DU 5 AU 9 OCTOBRE

SENIORS **SEMAINE BLEUE**

- Regards croisés. Échanges intergénérationnels d'expériences, le 5/10 à 14h.
- Les élèves du lycée Jacques-Brel initient les seniors aux nouvelles technologies, les 6 et 8/10, de 9h30 à 11h30.
- Jeu de piste autour des structures municipales, le 8/10 à 14h.
- Projection de *De chaque instant*, un film documentaire français réalisé par Nicolas Philibert au cinéma L'Étoile, le 9/10 à 14h.
- Conseils de prévention, proposés par le commissariat de La Courneuve. Pour s'inscrire, appelez le commissariat au 01 43 11 77 80.

Nicolas Ortiz, journaliste pour le média en ligne Booska-p*

« J'ai envie d'aider d'autres jeunes de banlieue à s'en sortir »

Depuis trois ans, Nicolas Ortiz dit BooskaColombien travaille pour le site Booska-p, une référence en matière de rap et de cultures urbaines, et fait des millions de vues avec ses vidéos. Un métier passion que l'enfant de La Courneuve, qui a longtemps vécu dans le quartier du 8-Mai-1945, veut rendre utile.

Il a le large sourire et les yeux brillants d'une personne « 100 % épanouie ». Le sourire large et les yeux brillants quand il parle du rap, « une passion » que le jeune homme de 25 ans a réussi à transformer en métier. « Le rap, c'est presque toute ma vie ! J'ai commencé à découvrir le rap français dans les années 2006-2007, ça m'a parlé directement. À l'époque, c'était seulement sur Booska-p qu'on pouvait retrouver tous les morceaux. J'ai connu le site comme ça et j'ai grandi avec. » Il veut même y faire son stage d'observation de 3^e, mais n'arrive pas à trouver les contacts des responsables pour leur envoyer CV et lettre de motivation. Son autre passion à l'époque, c'est le foot. « J'ai commencé dès l'âge de 6 ans, j'ai joué en débutant à l'ASC et j'ai suivi l'entraîneur au Red Star ensuite », raconte Nicolas Ortiz. L'enfant, puis l'adolescent, qui fréquente la maison de quartier Guy-Môquet en partie pour taper dans le ballon rond, s'entraîne trois fois par semaine et fait des matchs le week-end. « J'ai tout donné pour percer, explique-t-il, mais je me suis loupé une ou deux fois à cause de mon bulletin et après j'ai dû arrêter à cause d'une blessure à l'épaule. » C'est en 2017, alors qu'il vient de lancer sa propre chaîne YouTube pour filmer des micros-trottoirs consacrés au rap, que l'étudiant en licence Administration et échanges internationaux fait une seconde tentative pour intégrer Booska-p, au culot. Après une candidature sponta-



Dès que je connais quelque chose, j'ai envie de l'apprendre aux autres ! »

née, où il évoque son quotidien rythmé par la culture urbaine, il interpelle le responsable du management stratégique du site sur Twitter. Banco. Il décroche un entretien avec ce dernier et avec le cofondateur et rédacteur en chef de Booska-p, Amad. Entre les trois, le courant passe, très bien. « C'était un moment clé pour eux, parce qu'ils cherchaient de nouveaux concepts et de nouveaux visages pour les incarner. » Édition des playlists, animation des émissions *Wesh* et *Dans la gova*, gestion des réseaux sociaux, organisation des tourna- ges... Curieux et débordant d'énergie, Nicolas Ortiz se voit vite investi de plein de responsabilités, d'abord en dehors de ses cours puis dans le cadre de son stage

de fin d'année. « Je prenais tout, j'étais un peu débordé ! » se souvient celui qui a hérité du pseudo BooskaColombien. « C'est super kitsch, rigole-t-il, mais ça me fait plaisir de mettre en avant mes origines. » En 2018, à rebours du conseil donné par Amad, il décide de ne pas repasser le master 1 Management des PME et Mondialisation qu'il a raté. « On m'avait fait confiance à 100 % à Booska-p. J'avais peur de perdre ça en retournant en cours et j'avais trouvé ma voie. » Sa voie, c'est donc le journalisme rap, avec une forte dimension sociale. « C'est important pour moi d'utiliser ma visibilité et celle de Booska-p pour permettre à des jeunes de percer dans le rap, d'avoir des revenus, d'aider leurs proches, de s'acheter une maison... Je suis un jeune de banlieue qui est arrivé à s'en sortir, j'ai envie d'aider d'autres jeunes de

banlieue à s'en sortir. » Nicolas Ortiz veut aider et transmettre aussi, comme lors de son intervention auprès des Courneuvien-ne-s du *LC Mag'* pour analyser leurs réseaux sociaux et leur chaîne YouTube. « Dès que je connais quelque chose, j'ai envie de l'apprendre aux autres ! » Pour celui qui n'était pas un élève « très assidu », c'est le soutien de sa mère, agente d'entretien pour la Ville qui l'a toujours laissé libre de ses choix à condition qu'il ne fasse pas de bêtises, et le travail qui ont fait la différence. « Je ne suis pas juste l'ami des rappeurs qui se pose devant une caméra ! Pour bien faire, pour propulser les vidéos en tendance, pour gérer les partenariats avec des marques, il y a beaucoup d'entraînement et de pression », insiste-t-il. Sans se départir de son large sourire et de ses yeux brillants. ● Olivia Moulin



Léa Desjours